SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 20 JUILLET 1926.

Rapport de la Commission des Chemins de fer, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique pour l'exercice 1926 (Projet amendé par la Chambre des Représentants).

(Voir les n^{os} 5-XVIII, 57, 59 et les Annales du Sénat, séances des 20, 21, 26, 27 janvier ; 2 et 3 février 1926 ; les n^{os} 4-XVIII, 317, 352 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 23, 24 et 30 juin, 7, 9 et 14 juillet 1926 ; le n° 185 du Sénat.)

Présents : MM. ROSIER, président ; BOSSUYT, baron CASIER, DENS, SEGERS, THIÉBAUT, TOCH, VANDERICK, le vicomte VILAIN XIII, le baron VAN ZUYLEN et FRAITURE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Sénat a voté, il y a quelques mois, le budget de 1926 du Département des Chemins de fer. Ce budget a été amendé au cours de la discussion tant au Sénat qu'à la Chambre, au point de vue des recettes et des dépenses, pour des raisons bien connues de la Haute Assemblée. Tel qu'il nous est présenté à nouveau, il comporte, comme dépenses ordinaires, fr. 2,415,673,040-19 ; comme recettes, 2,453,427,093 francs. Les dépenses extraordinaires se montent à 344,959,207 fr. Les recettes extraordinaires atteignent 845,000 francs.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces diverses sommes, le document 185, relatif au budget, donnant toutes les explications désirables. Votre Commission a cependant désiré approfondir une question qui a soulevé en ces derniers temps un certain émoi parmi l'opinion publique. Il s'agit du service de propa-

gande et de tourisme, substitué à deux services dénommés autrefois :

- a) Service de Presse et de Publicité ;
- b) Office national de Tourisme.

Lors d'une première lecture, les crédits relatifs à ce service avaient été rejetés par la Chambre, qui est revenue par la suite sur son vote primitif, après que des explications détaillées eussent été données en séance publique par le chef du Département des Chemins de fer.

Nous avons estimé qu'il convenait de dissiper à cet égard tout malentendu. C'est la raison pour laquelle votre Commission a posé au Département des Chemins de fer, six questions bien précises, afin que des explications détaillées, accompagnées de documents probants, lui permettent de prendre attitude, en connaissance de cause.

Il résulte des réponses qui nous sont parvenues et à l'étude desquelles votre Commission a apporté le plus grand soin, qu'il ne s'agit pas de la création d'un nouveau service. En réalité, la

refonte de l'organisation du service de presse et de publicité, ainsi que de l'Office national de tourisme a amené des modifications profondes, qui sont de véritables transformations. Celles-ci ont pu donner à certains l'impression qu'il s'agissait de la création d'un nouveau service. Nous n'entrerons pas dans le détail de toutes les modifications qui ont été apportées à l'ancienne organisation. Qu'il nous suffise de dire qu'autrefois, — et on pourra en avoir la preuve en consultant le Budget de 1925, aux articles 6, 7, 8, 9, 10 et 21 de l'Administration centrale, 35, 44, 45 du Budget des Chemins de fer, 17, 19, 32, 43, 52 et 64 des Administrations de la Marine, des Postes, Télégraphes et Téléphones — la dépense totale s'élevait à 782,300 fr. Le Budget de 1926, Document 185, prévoit une dépense de 364,100 francs au lieu de 782,300 francs. Cette dépense de 364,100 francs est répartie aux articles 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 31, 36, 46, 65, 67, 83, 95, 106 et 118 du Budget de 1926. Il y a donc en réalité une économie de 418,200 francs.

En ce qui concerne le personnel, celui-ci comprenait dans l'ancienne organisation vingt-quatre fonctionnaires, employés et ouvriers, tandis qu'il comprend, dans la nouvelle organisation, quinze fonctionnaires, employés et ouvriers. La dépense en personnel comprenait autrefois 322,000 francs. Elle comprend actuellement 203,840 francs, soit 118,160 francs d'économie.

La Commission a donc tous ses apaisements au sujet des transformations qui ont été opérées. A l'unanimité, elle a estimé qu'il convenait de signaler ce point dans le rapport, afin de dissiper dans l'opinion publique une confusion regrettable qui avait donné lieu à des polémiques qui n'ont pas de raison d'être. Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, vous propose, Madame et Messieurs, de voter le budget qui vous est soumis.

Le Président,
ROSIER.

Le Rapporteur,
ARMAND FRAITURE.